

Histoire et Philatélie

Malte



Introduction

Malte est une ensemble de quelques îles situées au milieu de la mer Méditerranée, un peu moins de 100 km au sud de la Sicile. L'île principale est Malte, la deuxième île est Gozo. Avec sa superficie de 316 km², c'est le plus petit État de l'Union européenne. Le pays compte cependant une forte population : un peu plus de 450 000 habitants.

C'est actuellement une république, avec La Valette, sur l'île de Malte, comme capitale. Son importance est sa localisation : c'est une charnière entre la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale.



Carte de Malte (extrait de ©1997 MAGELLAN Geographix ^{3M} (805) 685-310 www.maps.com)

I. La préhistoire et le Moyen Âge (...-1530)

La population de Malte est relativement récente : les premiers vestiges d'une présence humaine ne dépassent pas environ 5200 ans a.C.

Les plus anciens vestiges se trouvent sur le site archéologique de Skorba, près de Żebbieħ, dans la partie nord-ouest de l'île de Malte. Ces vestiges n'ont été découverts et fouillés qu'à partir de 1960. Ils forment un ensemble mégalithique constitué d'un mur et des restes de deux temples, l'un construit vers 3500 a.C., l'autre vers 2500 a.C.



1996, n°s 954/957



2006, n° 1389

Art préhistorique de 5000 à 2500 a.C.

Très proche du site de Skorba, à Mgarr, se trouve le complexe de temples de Ta' Hagrat. Les deux temples de ce complexe ont été construits entre 3600 et 3000 a.C.



1991, n° 850

Entrée d'un des temples de Mgarr

Un troisième complexe de temples mégalithiques est situé à Mnajdra, près de la mer, dans la partie sud-ouest de l'île de Malte. Ils ont été construits entre 3600 et 2500 a.C.



1926, n° 132



1938, n° 185



1930, n° 169

Vues des ruines des temples de Mnajdra

Un autre site impressionnant est l'hypogée de Hal Saflieni. Il est formé d'un ensemble d'une cinquantaine de salles, réparties sur quatre niveaux souterrains, et formant une superficie d'environ 2500 m². Il a été construit en phases successives entre 4000 et 2500 a.C.

Le site se trouve à Paola, à quelques kilomètres au sud de La Valette. Il a été complètement réaménagé à la fin du XX^e siècle, pour être ouvert au public sans craintes de dégradations.



1938, n° 181



1980, n° 598



1943, n° 195

Vues de l'hypogée de Hal Saflieni

Un autre site, constitué de deux temples mégalithiques, et de la même époque, est le site de Ġgantija, sur l'île de Gozo.



1983, n° 668

Vue d'un des temples de Ġgantija

Un dernier complexe archéologique mégalithique se trouve à Tarxien, au sud de La Valette. Quatre temples d'époques différentes (de 3200 à 2500 a.C.) ont été construits avec grand soin et font partie des vestiges les mieux conservés de Malte.



1956, n° 247



1967, n° 362

Vues du complexe mégalithique de Tarxien

L'ensemble des vestiges mégalithiques de Malte est unique en Europe, et fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il est assez étonnant de constater que les peuples bâtisseurs de ces impressionnants ensembles mégalithiques disparaissent complètement entre 2500 et 2000 a.C. L'île devient pratiquement déserte, à part une mince population qui s'y installe, venant de Sicile.

Un renouveau survient à partir du X^e siècle a.C., avec l'arrivée des Phéniciens. Ils apportent à Malte leur langue et leur alphabet. Ce sont les Phéniciens qui ont appelé l'île *Malat*, ce qui signifie *lieu sûr*.

Les Phéniciens sont remplacés vers 480 a.C. par les Carthaginois, mais cela ne change rien pour Malte, les Carthaginois étant d'origine phénicienne.



1964, n° 304

Colonne de l'ère carthaginoise



2009, n° 1563

Statuettes phéniciennes

Pendant les guerres puniques entre Rome et Carthage, qui finissent par la défaite définitive de Hannibal à Zama en 202 a.C., les Romains s'emparent de Malte vers 218 a.C., et vont y rester pendant environ sept siècles. Ils y apportent leur civilisation, leur culture et leur art, et la population maltaise est entièrement latinisée.

En 395, lorsque l'Empire romain est divisé en deux parties après la mort de l'empereur Théodose I^{er}, Malte est attribuée à l'Empire romain d'Orient.



1964, n° 305

Statue romaine



2009, n° 1564

Mosaïque romaine



2006, n° 1390

Tête sculptée de l'époque romaine

Deux saints vont jouer un rôle important dans l'histoire de Malte : saint Paul et saint Publius. Il y a certainement une grande part de légende dans l'aventure de saint Paul de Tarse, mais, face au clan des historiens, le clan "religieux" maintient la version romancée racontée dans les *Actes des Apôtres*.

Paul de Tarse, le futur saint Paul, jouissait de la citoyenneté romaine. Accusé à Césarée d'inciter les Juifs à la sédition, il emploie son titre de citoyen romain pour être jugé à Rome. Pendant le voyage vers l'année 60, il aurait fait naufrage à Malte, où il est bien reçu, et où il parvient à convertir le magistrat Publius. Saint Paul et le futur saint Publius auraient alors été à la base de la christianisation de l'île, et Publius serait devenu le premier évêque de l'île. Tout cela est plus que contestable, et il est plus probable que la christianisation de Malte n'ait débuté qu'au quatrième siècle.



1899, n° 16



1927, n° 133



1930, n° 170



1938, n° 192



1956, n° 254



2008, n° 1517/1519
Saint Paul



1960, n°s 268/273
1900^e anniversaire du naufrage de saint Paul à Malte



2008, bloc 44
Saint Paul



1926, n° 128



1938, n° 188
Saint Publius



1930, n° 165

À partir de 455, Malte, qui faisait encore toujours partie de l'Empire romain d'Orient, va connaître plusieurs invasions barbares successives. Ce sont d'abord les Vandales de Genséric, puis les troupes d'Odoacre qui avait mis fin en 476 à l'Empire romain d'Occident, et finalement les Ostrogoths de Théodoric.

Mais en 533, le général byzantin Bélisaire débarque à Malte, soumet les Ostrogoths, et place l'île à nouveau sous la dépendance de l'Empire romain d'Orient, donc de Constantinople. Malte restera byzantine jusqu'en 870.

Suite à sa situation stratégique au milieu de la mer Méditerranée, Malte devient une zone privilégiée pour la défense de l'Empire byzantin contre ses ennemis. Déjà à cette époque, une solide flotte de guerre y est installée.



2009, n° 1565



2012, n° 1638A

Pièce de monnaie byzantine

Mais en 870, Malte est conquise par les Arabes venus de l'Afrique du Nord. La population locale est en grande partie exterminée ou envoyée en esclavage.

Les vestiges du passage arabe sont plutôt rares à Malte, sauf en ce qui concerne la langue : le maltais actuel est une langue qui dérive directement de l'arabe.

Ce n'est qu'à partir du XI^e siècle que les Arabes acceptent la venue à Malte de plusieurs nouvelles vagues d'une population non-arabe, à qui ils font appel pour contrer les attaques incessantes des Byzantins.



1965, n° 307
Porte de l'époque arabe



2009, n° 1566
Pierre sculptée de l'époque arabe

Les Arabes sont à leur tour vaincus par les Normands. Roger de Hauteville, après avoir conquis la Sicile entre 1062 et 1091, s'empare également de Malte en 1090. Il libère les esclaves chrétiens, dont la majorité émigre vers la Sicile et l'Italie, mais fait preuve, tout comme en Sicile, d'une grande tolérance envers les musulmans, qui restent largement majoritaires à Malte.



1990, n° 813
900^e anniversaire de la conquête de Malte par les Normands



1965, n° 308
Vitrail normand



2009, n° 1567
Seigneurs de la période normande

Malte va faire partie, depuis la conquête par les Normands, du royaume de Sicile, et connaît, jusqu'en 1530, la même succession de souverainetés que ce royaume.

Il y a d'abord, de 1090 à 1194, le royaume normand de Sicile, qui a laissé des splendides traces en Sicile même, mais pratiquement pas à Malte.

Puis viennent les Hohenstaufen, à partir de 1194, l'année de la prise de pouvoir en Sicile par l'empereur Henri VI du Saint-Empire. C'est surtout son fils, Frédéric II de Hohenstaufen, roi de Sicile de 1198 à 1250, qui marque l'histoire du XIII^e siècle.

Après une période de grande tolérance, Frédéric II est contraint, vers la fin de sa vie, poussé par la papauté qui est de plus en plus puissante, d'exercer une pression accrue sur les musulmans. Il les contraint soit à se convertir, soit à quitter la Sicile et Malte. Il s'ensuit un départ massif de la population musulmane, qui est progressivement remplacée par une immigration de colons chrétiens, venant de Sicile et d'Italie. En très peu de temps, la structure de la société maltaise est complètement modifiée, devenant chrétienne et tournée vers l'Italie.



*Allemagne, 1994, n° 1567
Frédéric II de Hohenstaufen*

La mort de Frédéric II de Hohenstaufen est rapidement suivie par l'effondrement de sa dynastie, et la Sicile - et donc également Malte - tombent sous la domination des Angevins : en 1266, Charles d'Anjou, le frère du roi de France saint Louis IX, devient roi de Sicile.

Mais après les “*Vêpres siciliennes*”, Charles d'Anjou est chassé de Sicile et remplacé par Pierre III d'Aragon. La dynastie aragonaise, suivie des souverains espagnols, régnera sur la Sicile et sur Malte jusqu'en 1530.



*2009, n° 1568
Armoiries angevines et aragonaises gravées sur pierre*



*Italie, 1982, n° 1526
700^e anniversaire des “Vêpres siciliennes”*

Il ne faut surtout pas exagérer l'importance de Malte à cette époque. L'île avait une valeur stratégique incomparable, avec sa situation de charnière entre la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale, mais son importance politique et économique était infime : la population de Malte vers 1250 ne comptait pas 10 000 habitants, et en 1430, elle n'est toujours que de 32 000 habitants.

Les souverains successifs normands, souabes, angevins, aragonais et espagnols ne se soucient pas beaucoup de Malte, et y laissent le gouvernement de l'île à des seigneurs, en récompense de leurs services rendus à la couronne. Ce sont les “comtes de Malte”, qui ne résident que très rarement dans l'île, et qui considèrent Malte simplement comme une source de revenus dont il faut soutirer le maximum.

Pour échapper à cette exploitation, les Maltais réclament leur incorporation pure et simple au domaine royal. Ils obtiennent gain de cause en 1350, mais dès 1357, Malte est de nouveau concédée à un “comte de Malte”.

Pour faire face aux comtes exploitateurs, les Maltais créent au XIV^e siècle *l'Université*. Il ne s'agit pas d'enseignement, mais d'une assemblée rassemblant l'ensemble de la population, pour veiller au respect des immunités et privilèges dont ils jouissaient.

C'est ainsi qu'une insurrection éclate à Malte entre 1425 et 1428, contre Gonsalvo Monroy, un capitaine espagnol à qui l'île avait été vendue. Les Maltais expriment leur fidélité à la couronne, mais se révoltent contre leur nouveau seigneur. Finalement, Malte propose de racheter l'île pour 30 000 florins. Le roi Alphonse V d'Aragon, touché par la fidélité maltaise envers la couronne, accepte en 1428 d'intégrer l'île dans le domaine royal, d'interdire définitivement sa concession à des généraux ou des seigneurs, et de donner à *l'Université* de Malte une certaine autonomie.



1982, n° 649

Rachat de Malte par les habitants au vice-roi de Sicile, en 1428

II. L'Ordre souverain et militaire de Malte (1530-1798)

L'histoire de Malte va changer en 1530, par une décision de Charles Quint.

Dès la fin du XI^e siècle, il y avait à Jérusalem un groupe de volontaires, pour recevoir et soigner les pèlerins en Terre Sainte. Il se faisaient appeler les Frères Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Mais après la première croisade, ces frères se transformèrent en un Ordre militaire, tout en conservant leurs fonctions hospitalières. Les statuts en sont élaborés en 1099, confirmés en 1113 par le pape.



*Villiers de l'Isle-Adam Jean de La Valette
1999, n^os 1033/1036*

900^e anniversaire de la fondation officielle de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem en 1099

Lors de la perte de Jérusalem par les chrétiens en 1187, l'Ordre se transporte d'abord à Saint-Jean d'Acre, et quand à son tour cette cité est perdue en 1291, les chevaliers déménagent d'abord à Chypre jusqu'en 1306, et finalement à Rhodes, qu'ils ne conquièrent entièrement qu'en 1310.

L'Ordre y devient une puissance non négligeable au service de l'Église, exerçant une entière souveraineté sur Rhodes et jouissant d'une véritable indépendance internationale. Grâce à ces chevaliers de Saint-Jean, Rhodes a été pendant deux siècles le rempart de la civilisation chrétienne contre les assauts du monde musulman.



*1965, n° 309
Emblèmes des Chevaliers de Saint-Jean*



*2009, n° 1569
Croix des Chevaliers de Saint-Jean*

Depuis 1267, le supérieur de l'Ordre porte le titre de grand maître. Il est élu à vie, et possède pratiquement les mêmes droits que tous les souverains occidentaux de l'époque : battre monnaie, envoyer des ambassadeurs aux cours européennes, etc.

En 1522, le grand maître Philippe de Villiers de l'Isle-Adam défend pendant six mois, avec sa maigre garnison, l'île de Rhodes contre les immenses forces de Soliman le Magnifique. Contraint finalement de capituler, Soliman lui accorde le droit de quitter Rhodes avec ses chevaliers. Le grand maître erre alors pendant sept ans en Italie et en France, jusqu'à ce que Charles Quint accorde en 1530 à l'Ordre le droit de s'installer à Malte. L'Ordre devient ainsi officiellement l'Ordre souverain et militaire de Malte.

Cette installation de l'Ordre se fait au grand mécontentement de la population maltaise, qui craint que l'arrivée des chevaliers de Saint-Jean se fera au détriment de leur relative autonomie et de leurs privilèges et franchises. À juste titre, car le grand maître et ses acolytes, malgré de nombreuses promesses faites sans la moindre intention de les tenir, prennent progressivement et définitivement le gouvernement de l'île en mains.

C'est le 13 novembre 1530 que le grand maître fait son entrée solennelle à Mdina, l'ancienne capitale de Malte. Pour 268 ans, les destins de Malte et de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem seront unis.



1938, n° 183

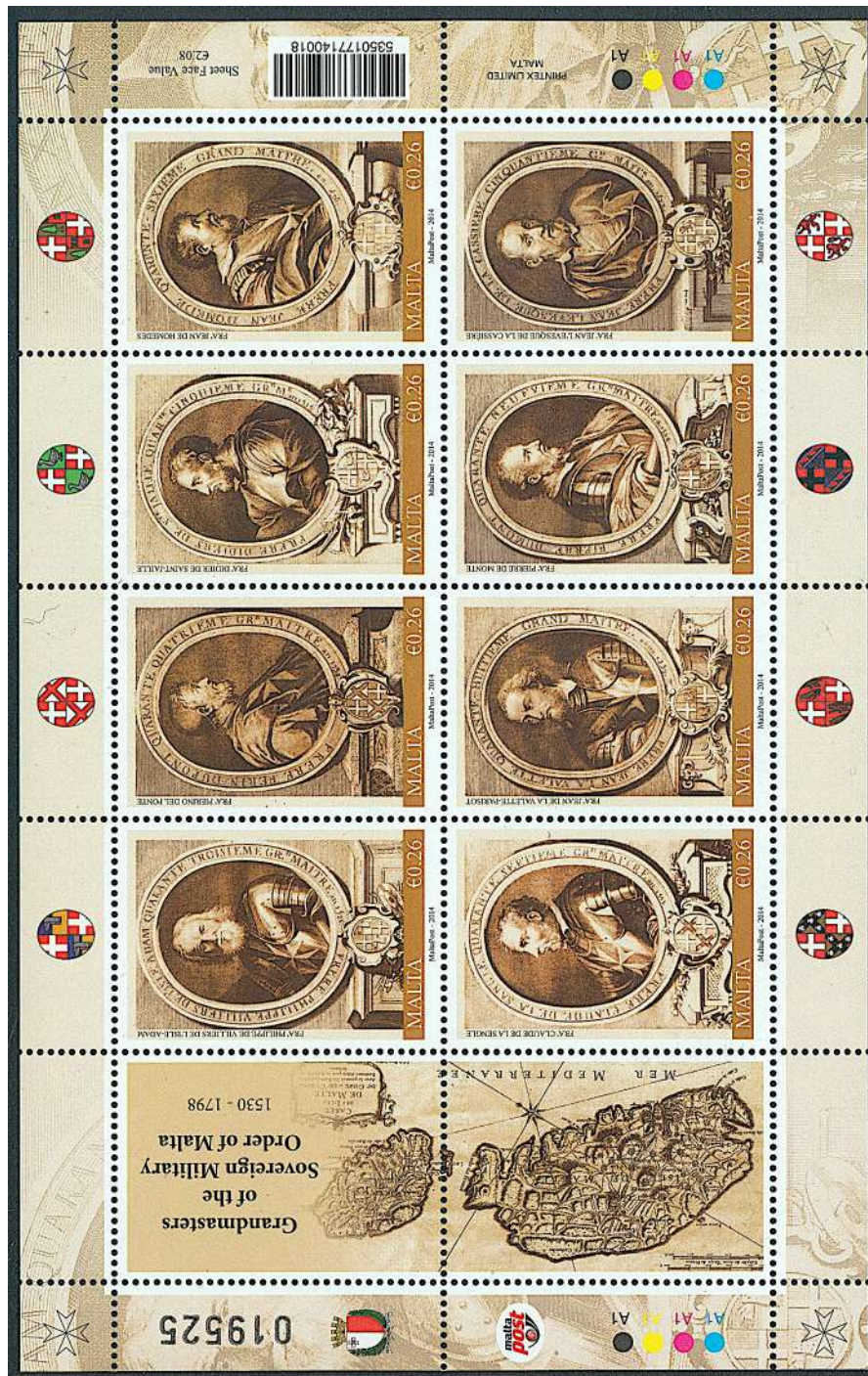


1943, n° 197

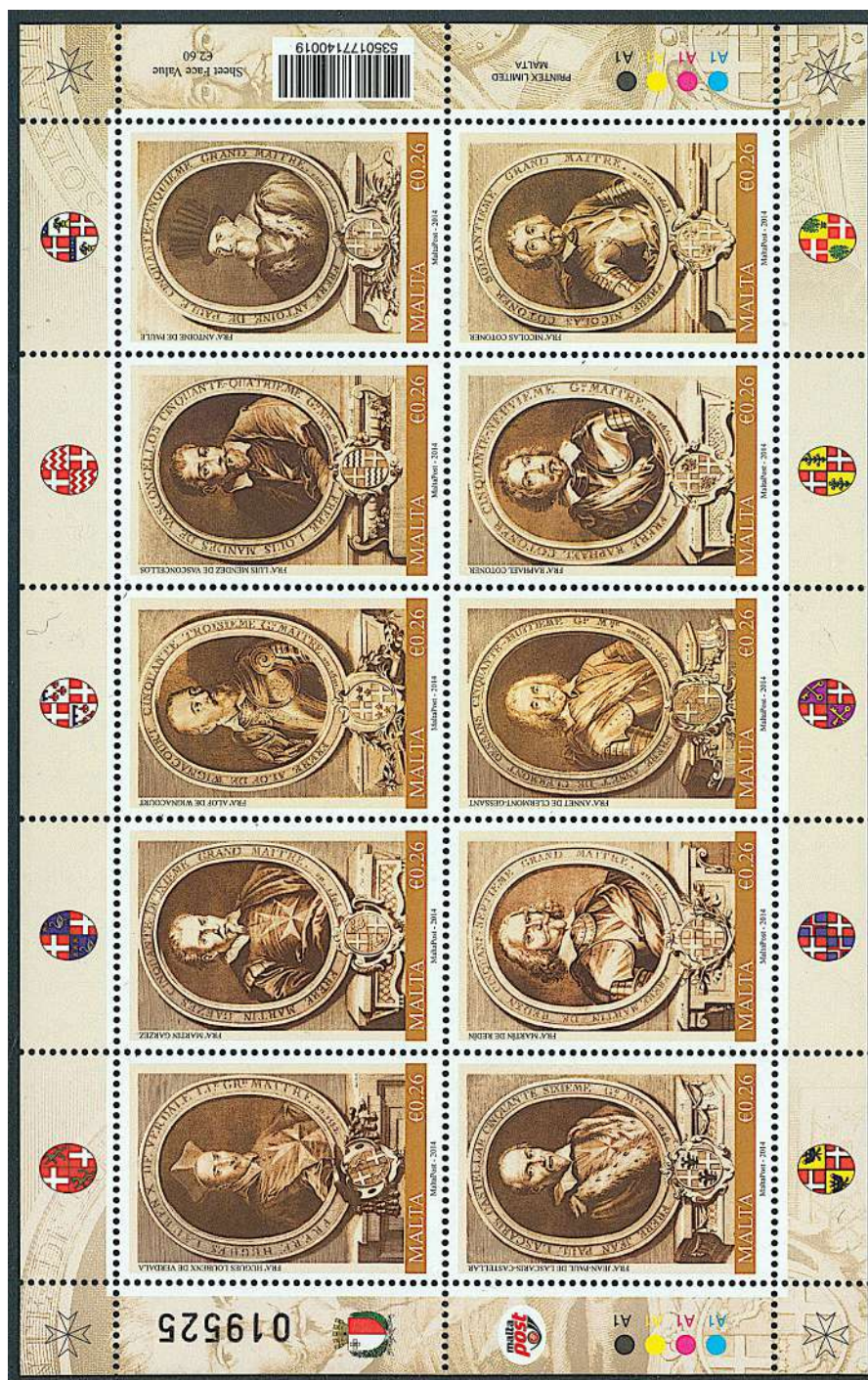
Entrée du grand maître Villiers de l'Isle-Adam à Mdina

La poste maltaise a émis en 2014 une série de 28 timbres, avec l'effigie de tous les grands maîtres qui se sont succédé de 1530 à 1799. Dans la lignée des grands maîtres, Philippe de Villiers de l'Isle-Adam est le 44^e, et le dernier, Ferdinand de Hompesch, est le 71^e. Les numéros 1 à 43 ont été attribués aux supérieurs de l'Ordre avant son installation à Malte, le premier étant Gérard de Martigues en 1099.

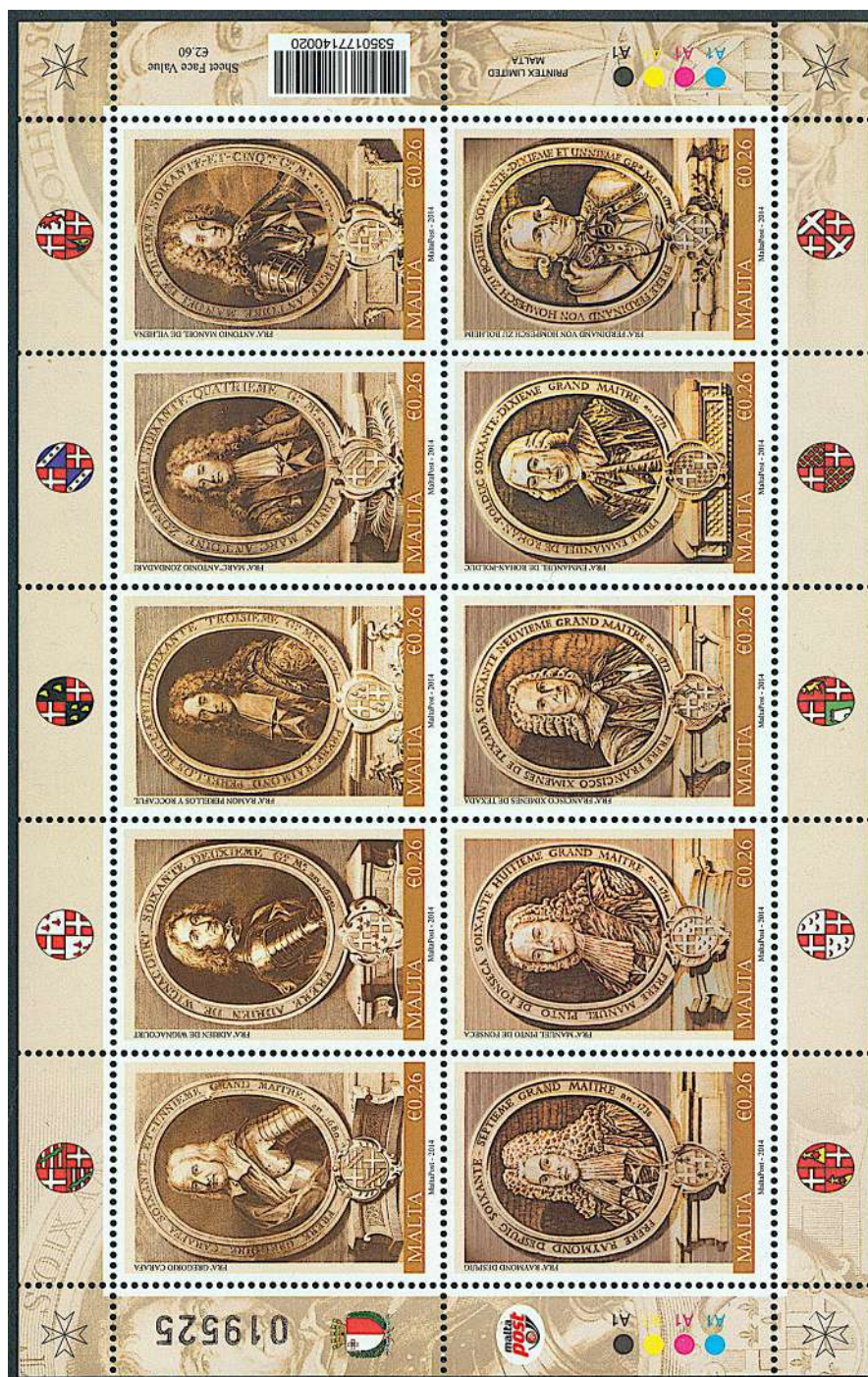
Liste des grands maîtres de l'Ordre souverain et militaire de Malte, de 1530 à 1799



- Philippe de Villiers de l'Isle-Adam (1530-1534)
- Pierino de Ponte (1534-1535)
- Didier de Saint-Jalle (1535-1536)
- Juan de Homedes (1536-1553)
- Claude de la Sengle (1553-1557)
- Jean Parisot de La Valette (1557-1568)
- Pietro del Monte (1568-1572)
- Jean L'Evesque de La Cassière (1572-1581)



- Hugues Loubens de Verdalle (1581-1595)
- Martin Garzez (1595-1601)
- Alof de Wignacourt (1601-1622)
- Luís Mendes de Vasconcellos (1622-1623)
- Antoine de Paulo (1623-1636)
- Jean-Paul de Lascaris-Castellar (1636-1657)
- Martin de Redin (1657-1660)
- Annet de Clermont de Chattes-Gessant (1660)
- Rafael Cottonner y de Oleza (1660-1663)
- Nicolas Cottonner y de Oleza (1663-1680)



- Gregorio Carafa (1680-1690)
- Adrien de Wignacourt (1690-1697)
- Raimundo de Perellós y Rocafull (1697-1720)
 - Marc'Antonio Zondadari (1720-1722)
 - António Manoel de Vilhena (1722-1736)
 - Raymond Despuig (1736-1741)
 - Manoel Pinto da Fonseca (1741-1773)
- Francisco Ximenes de Texada (1773-1775)
- Emmanuel de Rohan-Polduc (1775-1797)
- Ferdinand de Hompesch (1797-1799)

Philippe de Villiers de l'Isle-Adam s'installe dans le fort Saint-Ange, qui est situé sur la rive sud du *Grand Harbour* (en maltais *il-Port il-Kbir*), la rade qui s'enfonce loin dans la terre de Malte. Il commence rapidement à fortifier le bâtiment et à en faire un imposant système défensif qui doit servir à contenir toute attaque par mer. Le fort jouera un rôle capital pendant le "Grand Siège" de 1565. Ce n'est finalement qu'en 1680 qu'il recevra son aspect actuel.



1938, n° 179



1983, n° 669



1943, n° 193

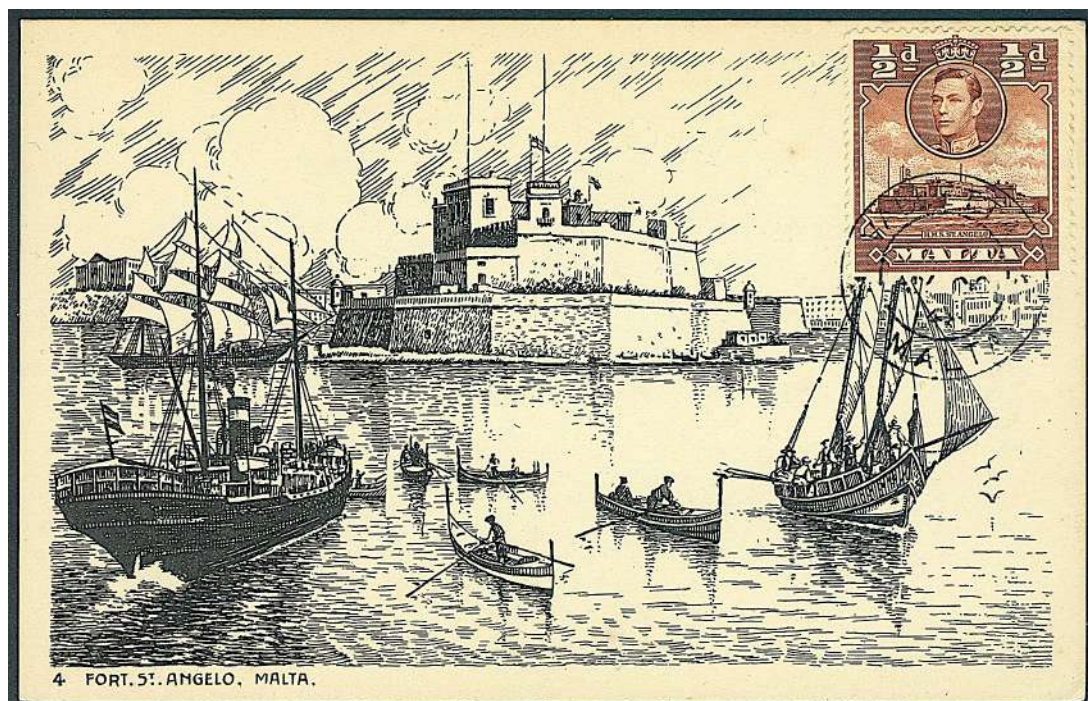


1999, n° 1033



2003, n° 1235

Le fort Saint-Ange



*Carte maximum de 1943 avec le timbre n° 193
Le fort Saint-Ange*

L'Ordre a également reçu Tripoli, en Afrique du Nord, mais cette cité est déjà conquise par les Ottomans en 1551. Le danger devient imminent pour Malte, et le grand maître Jean Parisot de La Valette s'empresse de fortifier le meilleur port de l'île, situé sur la côte orientale de la péninsule de Xiberras, en y construisant le fort Saint-Elmo, à l'extrême pointe de la péninsule.



1980, n° 601



2003, n° 1233

Le fort Saint-Elmo

La flotte ottomane attaque l'île de Malte le 18 mai 1565, avec 30 000 hommes et 160 galères : c'est le début du "Grand Siègle" de 1565. Après leur débarquement, les forces ottomanes décident de neutraliser avant tout le fort Saint-Elmo. Les chevaliers du fort, malgré leurs maigres forces, opposent aux Ottomans une résistance acharnée pendant plus d'un mois, avant de capituler le 23 juin. Mais le grand maître a profité de ce répit pour demander de l'aide dans toute l'Europe chrétienne, et il réussit à tenir jusqu'au 7 septembre, date de l'arrivée d'une flotte espagnole de secours, venant de Sicile. L'arrivée de ces renforts oblige les Ottomans à lever le siège de Malte. Le "Grand Siègle" de 1565 est encore maintenant considéré à Malte comme le point culminant de son histoire.



1956, n° 239

Le monument du "Grand Siègle" de 1565



*La madone de Damas
à La Valette*



*Le monument du
"Grand Siègle" de 1565*



*Le grand maître Jean
Parisot de La Valette*



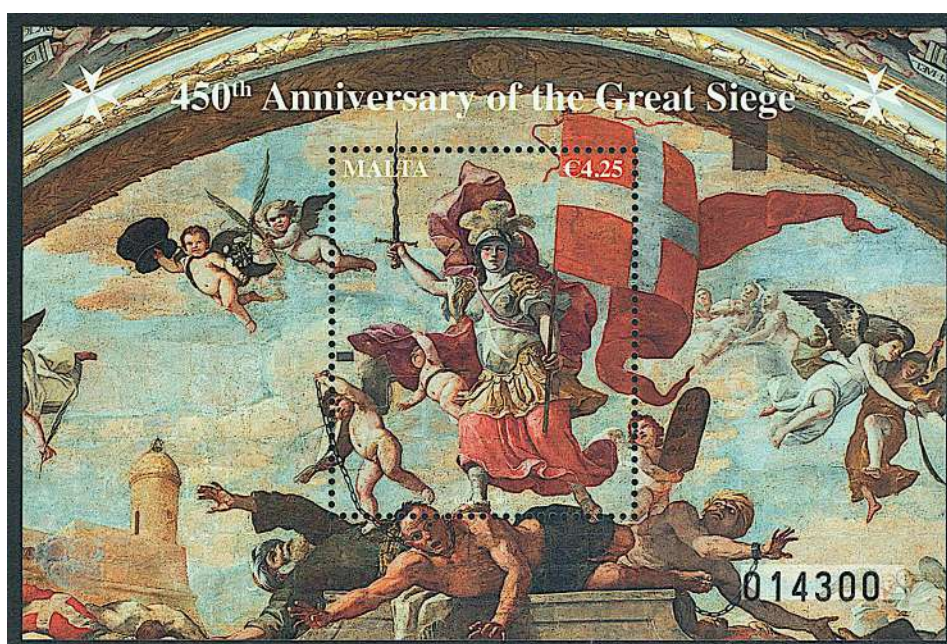
Le fort Saint-Elmo

1962, n°s 280/283

Souvenirs du "Grand Siègle" de 1565



1965, n° 325/331
400^e anniversaire du "Grand Siège" de 1565



2015, bloc 63
450^e anniversaire du "Grand Siège" de 1565



1968, n° 378/381
400^e anniversaire de la mort du grand maître Jean Parisot de La Valette

Après le siège, le grand maître est parfaitement conscient que l'île reste très vulnérable, et ordonne la construction d'une nouvelle ville sur la péninsule de Xiberras, fortement fortifiée. L'architecte militaire Francesco Laparelli en dresse les plans, et le 28 mars 1566, la première pierre de la nouvelle ville est posée. La nouvelle ville reçoit le nom du grand maître qui sauva l'île de l'occupation ottomane : La Valette.



Le grand maître Jean de La Valette



Le pape Pie V



Le plan de la ville



L'architecte Francesco Laparelli



L'architecte Girolamo Cassar

1966, n°s 339/343

400^e anniversaire de la fondation de La Valette



2016, bloc 66

450^e anniversaire de la fondation de La Valette

Le grand maître Jean Parisot de La Valette

Les deux siècles suivants représentent une longue et lente décadence militaire et religieuse, mais sont un grand succès commercial.

L'Ordre vit des revenus de ses nombreuses commanderies dispersées en Europe, et du fruit de ses actes de piraterie - qu'ils appellent la *cOURSE* ou le *corso* - envers les navires ottomans, dont la puissance s'est effondrée après leur défaite à Lépante en 1571. Le pillage rapporte à l'Ordre des richesses et des esclaves : La Valette devient le plus grand centre européen du commerce d'esclaves !

L'Ordre entre également en conflit avec l'Église, qu'il est pourtant censé défendre. La vie de plus en plus dissolue que les chevaliers mènent à partir de 1600 soulève l'indignation des évêques et des prêtres locaux.

Les jésuites, qui avaient fondé en 1592 le *Collegium Melitense* à La Valette, en réalité la première université locale, sont expulsés de l'île par le grand maître Manoel Pinto da Fonseca en 1768. L'année suivante, ce même grand maître fonde la nouvelle université, profitant des fonds et des immeubles réquisitionnés des jésuites.



1992, n°s 879/880

400^e anniversaire de la première université de Malte, fondée en 1592 par les jésuites



1969, n° 394

200^e anniversaire de la nouvelle université, fondée en 1769 par Manoel Pinto da Fonseca

Malgré cette décadence, certains grands maîtres ont essayé, sans succès, de redresser la barre. Il y a d'abord Nicolas Cottoner, grand maître de 1663 à 1680, qui améliore les fortifications de l'île, embellit la ville de La Valette, modernise les statuts de l'Ordre et fonde une école de médecine et d'anatomie.



1956, n° 252

Monument du grand maître Nicolas Cottoner, dans la cathédrale Saint Jean de La Valette



1978, n° 564



1976, n° 529

Nicolas Cottoner, fondateur de l'école de médecine et d'anatomie

Il y a encore Raimundo de Perellós y Rocafull, grand maître de 1697 à 1720. Il fait de gros efforts pour endiguer la corruption généralisée qui régnait dans les milieux des chevaliers, et réussit à mettre définitivement fin aux activités des pirates ottomans.



1956, n° 253



1978, n° 565

Monument du grand maître Raimundo de Perellós y Rocafull, dans la cathédrale Saint Jean de La Valette

Finalement, il faut encore mentionner António Manoel de Vilhena, grand maître de 1722 à 1736, qui a lui aussi amélioré les fortifications de l'île, mais qui est un des rares grands maîtres qui s'est préoccupé de la population locale. Pour améliorer le logement des Maltais, il fait construire Floriana, un tout nouveau bourg près de La Valette, pour y héberger les plus démunis.



1938, n° 186

Statue du grand maître António Manoel de Vilhena

Les puissances étrangères, en premier lieu la France, l'Angleterre et la Russie, essaient de plus en plus de gagner Malte dans leur sphère d'influence, pour plusieurs raisons :

- Des raisons commerciales : Malte avait une situation privilégiée pour le commerce avec les grands centres du Levant, et les navires y trouvaient une escale parfaitement fortifiée, excellent lieu de carénage et d'approvisionnement, et d'énormes possibilités de stockage de marchandises.
- Des raisons politiques et militaires : celui qui contrôlait Malte, contrôlait la Méditerranée.

Dans cette lutte d'influence, la France connaît le plus de succès, et Malte devient vers la fin du XVIII^e siècle un véritable protectorat français.

III. L'évolution vers les temps modernes (1798-...)

L'effondrement de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem à Malte a trois causes majeures :

- La décadence de l'Ordre, qui était devenu à la fin du XVIII^e siècle un véritable anachronisme.
- La convoitise des grandes puissances, pour des raisons commerciales, politiques et militaires.
- Le mécontentement de la population locale, trop longtemps négligée et exploitée par les chevaliers de l'Ordre.

Lorsque la Révolution triomphe en France, l'Ordre se met en majorité du côté des contre-révolutionnaires, en premier lieu les nobles et le clergé. Un décret du 30 juillet 1791 supprime la partie française de l'Ordre de Malte, et en 1792, leurs biens sont saisis par la nation française, ce qui diminue fortement les rentrées de fonds à Malte.

Après les victoires de Bonaparte en Italie, la France veut reprendre sa place prépondérante en Méditerranée, et pour cela disposer de positions stratégiques inattaquables, comme les îles Ioniennes, Malte et l'Égypte.

En route pour sa campagne d'Égypte, le général Bonaparte - le futur empereur Napoléon - débarque le 10 août 1798 à Malte et investit l'île qui n'oppose qu'une résistance symbolique. Napoléon repart après une dizaine de jours vers l'Égypte, laissant une garnison réduite à Malte et plaçant l'île sous administration française.



*Le dernier grand maître
Ferdinand von Hompesch*

Les navires français



Le débarquement des Français

Napoléon Bonaparte

1998, n°s 1011/1014

200^e anniversaire de la prise de Malte par Napoléon Bonaparte en 1798



1965, n° 311

Souvenirs de l'occupation française



2009, n° 1570

Navires français à Malte

Mais les Français, qui avaient été relativement bien accueillis au début, se rendent très rapidement impopulaires par des actes de pillage, par des mesures fiscales exagérées, par l'obligation de la langue française dans les écoles et par des restrictions de la vie religieuse.

La défaite française face à l'amiral Nelson, dans la bataille navale d'Aboukir du 1^{er} août 1798, incite la population maltaise à faire appel à la Grande-Bretagne, qui envoie une flotte sous le commandement du capitaine Alexander Ball. La garnison française, menacée par la révolte des Maltais et assiégée par la flotte anglaise, est obligée de capituler le 5 septembre 1800. Alexander Ball est alors nommé gouverneur de Malte, officiellement au nom du roi des Deux-Siciles, mais c'est en réalité le début de l'occupation anglaise de Malte.



Sculpture "Héros maltais"

*Le père Michael Xerri,
leader maltais exécuté
par les Français en 1799*



Le capitaine Alexander Ball

*Le général français Belgrand
de Vaubois, commandant
français à Malte*

1999, n°s 1067/1070

200^e anniversaire du soulèvement maltais contre la présence française

Une fois installés à Malte, les Anglais font tout pour y rester, vu l'importance économique et militaire de l'île. La paix d'Amiens, signée le 27 mars 1802 entre la France et la Grande-Bretagne, redonne officiellement Malte à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mais les Anglais emploient tous les prétextes pour retarder leur départ de l'île. La mauvaise volonté anglaise d'évacuer Malte est la raison majeure de la reprise de la guerre entre la France et l'Angleterre en mai 1803.

Les Anglais essaient de gagner la sympathie de la population locale, qui se fait représenter par un Congrès national. Celui-ci publie le 15 juin 1802 une "*Déclaration des droits du peuple maltais*" qui comporte deux parties :

- Malte accepte la souveraineté de la Grande-Bretagne.
- En échange, Londres doit observer et maintenir une constitution, dont la déclaration de 1802 dessine déjà les grandes lignes, sur le droit d'établir des impôts et de voter les lois, sur la liberté religieuse et sur la liberté individuelle et de propriété.

Il est évident que l'Angleterre s'empresse de se déclarer d'accord avec ce texte, qui lui permet d'affirmer que si les Anglais occupent Malte, c'est à la demande expresse des Maltais...



1982, n° 650

La “Déclaration des droits du peuple maltais” de 1802

Les Anglais ont une raison majeure pour rester à Malte : l'île constitue le meilleur moyen d'éviter le blocus continental imposé par Napoléon. Les Anglais, maîtres de la Méditerranée, emploient Malte comme un gigantesque entrepôt de marchandises britanniques, et l'île devient leur plus important centre de dépôt et de distribution de marchandises de toute l'Europe.

Le traité de Paris du 30 mars 1814 officialise une situation déjà existante : il stipule que *“l'île de Malte et ses dépendances appartiendront, en toute propriété et souveraineté, à Sa Majesté britannique”*.

Mais dès 1807, l'Angleterre avait déjà obtenu que les armoiries de la Grande-Bretagne soient placées sur le trône de l'ancien grand maître de l'Ordre...



1965, n° 312

Armoiries de la Grande-Bretagne imposées à Malte



1922, n°s 97 & 98

Malte et Britannia...

La Grande-Bretagne va être confrontée à Malte pendant un siècle à trois problèmes : un problème économique, un problème linguistique et un problème politique.

- *Le problème économique*. Cela semble paradoxal, mais c'est la paix retrouvée qui met fin à la prospérité de Malte, qui perd après la guerre son rôle primordial de centre de dépôt et de distribution. Ce n'est qu'après l'ouverture du canal de Suez en 1869 que Malte va retrouver son importance, sur la route par Suez vers l'Extrême-Orient.

Un deuxième facteur qui a ramené une certaine prospérité est la construction par l'amirauté britannique d'un immense arsenal, avec usines et chantiers navals, qui a procuré du travail à de très nombreux Maltais. Une autre construction de l'époque, qui a mis de nombreux Maltais à l'œuvre, a été la ligne de défense appelée *“Victoria Lines”*. C'est un ensemble de fortifications qui coupe l'île en deux, d'ouest en est. Le but en est de préserver la partie méridionale, avec la capitale et l'arsenal, d'un débarquement ennemi sur le nord de Malte. La construction a duré 25 ans et l'achèvement n'a eu lieu qu'en 1897.



1970, n° 415
L'arsenal



1997, n°s 1003 & 1005



100^e anniversaire de l'achèvement des "Victoria Lines"

- *Le problème linguistique.* Le maltais est la langue du peuple, mais Malte sera pendant un siècle le théâtre de violentes confrontations entre les partisans de l'italien et ceux de l'anglais comme langue officielle pour l'administration, la justice, l'enseignement et la culture.

- *Le problème politique.* Les Maltais se sont rapidement rendus compte que les Anglais ne tenaient pas leurs promesses concernant la "*Déclaration des droits du peuple maltais*", et pendant un siècle ils vont se battre pour plus d'autonomie. Grâce à l'activité du leader maltais Giorgio Mitrovich, qui se fait le principal porte-parole des revendications nationalistes, Malte va obtenir progressivement quelques concessions au régime colonial. D'abord en 1835, et plus encore en 1849, où une première constitution est accordée. Ensuite en 1879 et 1887. Les concessions de Londres sont obtenues grâce à une agitation sans répit de la part de la population.



1985, n° 715
Giorgio Mitrovich

Mais, suite à l'incessante agitation, Londres choisit finalement en 1903 la manière forte et supprime les concessions de 1887 pour revenir à la situation de 1849. Les Anglais peuvent ainsi de nouveau gouverner arbitrairement, sans trop se soucier de l'opinion des Maltais, jusqu'à la première guerre mondiale.

Pendant la première guerre mondiale, Malte reste à l'écart des combats, mais sa situation privilégiée en Méditerranée et les installations de son arsenal rendent de grands services aux forces navales alliées.



2014, n°s 1812/1814

Malte pendant la première guerre mondiale

Après la guerre, l'agitation reprend, et des grandes émeutes ont lieu à La Valette le 7 juin 1919. Londres comprend que des nouvelles concessions sont inévitables, et accepte une constitution qui est promulguée le 27 mai 1921. Cette constitution donne une large autonomie à Malte, sauf pour les questions de défense et de politique étrangère. Un parlement bicaméral est installé, élu par un suffrage universel.



1985, n°s 709/711

Commémoration du soulèvement du 7 juin 1919.

Effigie des principaux leaders et monument édifié à La Valette



1996, n° 962

75^e anniversaire de la constitution de 1921



1965, n° 315

Chaire du speaker du gouvernement autonome de 1921



2011, bloc 50

90^e anniversaire de la constitution de 1921 qui donne une large autonomie à Malte



1922, n°s 66, 69/71 & 73/74
Timbres maltais surchargés "SELF-GOVERNMENT"

Mais un antagonisme de plus en plus virulent se manifeste entre les partisans de la langue anglaise et ceux de la langue italienne. Ces derniers sont poussés par le régime fasciste de Mussolini, qui veut complètement *"italianiser"* Malte.

Les affrontements aussi bien dans la rue qu'au parlement rendent toute administration impossible, au point que Londres, excédé et constatant l'impuissance locale de gouverner efficacement, supprime une première fois les élections et suspend temporairement la constitution en 1930. Mais l'agitation perdure, et Londres est contraint de suspendre une deuxième fois la constitution en 1933, et de l'abolir complètement en 1936. Malte redevient alors une simple colonie anglaise, avec un régime analogue à celui que l'île avait connu un siècle plus tôt.

La deuxième guerre mondiale va faire de Malte un des points névralgiques les plus importants de toutes les opérations militaires en Europe. L'archipel, qui a peu souffert pendant la première guerre mondiale, sera une des zones européennes les plus bombardées pendant la deuxième guerre mondiale.

Les bombardements sont d'abord surtout italiens, de 1940 à 1942, Mussolini caressant l'espoir d'annexer simplement Malte à l'Italie. Mais à partir du printemps de 1941, ce sont également les bombardements allemands qui causent d'importants dégâts à Malte, faisant d'innombrables victimes.

Le ravitaillement de Malte en armes, pétrole et victuailles par les Alliés relève de l'exploit, et de nombreux convois n'atteignent jamais l'île, détruits ou coulés par les forces allemandes.

L'Allemagne comprend fort bien que pour ravitailler sans danger l'Afrikakorps en Afrique du Nord, il faut s'emparer de Malte, ou du moins neutraliser l'île. De janvier à octobre 1942, Malte subit un véritable siège de la part des Allemands, par air et par mer.

C'est du 9 au 15 août 1942 qu'a lieu la plus importante opération britannique pour ravitailler Malte. En dépit de très lourdes pertes, le convoi réussit à faire parvenir à Malte suffisamment de ressources pour survivre. Cette opération a reçu le nom *"Operation Pedestal"*.



2017, bloc 71
75^e anniversaire d'Operation Pedestal

La résistance héroïque de Malte, qui a tenu bon dans une situation qui semblait désespérée, grâce au courage de la population et à la détermination des forces britanniques présentes, vaut à Malte une récompense unique dans l'histoire : le 14 avril 1942, au moment le plus critique, le roi George VI d'Angleterre décerne à l'île la *George Cross*, une décoration civile équivalente à la Victoria Cross militaire. C'est l'unique cas où cette haute distinction a été décernée à un territoire entier de l'Empire britannique. Cette *George Cross* figure maintenant sur le drapeau national de Malte.



1956, n° 245
Proclamation du roi George VI, décernant la "George Cross" à l'île de Malte, le 14 avril 1942



2009, n° 1571



2012, n° 1638B

La "George Cross"



1957, n°s 256/258



1958, n°s 262/264



1959, n°s 265/267



1961, n°s 277/279

Commémorations de la remise à Malte de la "George Cross"



2017, n° 1587a

Vignette pour le 75^e anniversaire de la George Cross



1967, n°s 352/354

25^e anniversaire de la remise à Malte de la "George Cross"



1992, n°s 866/868

50^e anniversaire de la remise à Malte de la "George Cross"



2012, bloc 51

70^e anniversaire de la remise à Malte de la "George Cross"

En récompense des épreuves subies et de la loyauté maltaise pendant la guerre, Londres accorde à nouveau en 1947 une grande autonomie à Malte, qui cesse d'être une simple colonie et qui reçoit à nouveau un "self-government", comme en 1921.

Les querelles linguistiques entre les partisans de l'italien et ceux de l'anglais se sont apaisées, car c'est le maltais qui est maintenant accepté comme langue principale, mais les divisions politiques atteignent de nouveaux sommets, entre trois tendances :

- Les partisans de l'indépendance totale.
- Les partisans d'une intégration pure et simple au Royaume-Uni. Initialement le plus grand adepte de ce point de vue est Dom Mintoff, qui se ralliera plus tard à l'indépendance, et qui sera pendant de nombreuses années le premier ministre de Malte.
- Les partisans du maintien du statut en vigueur, avec le "self-government" de 1947.



*2016, n° 1856
Dom Mintoff*

La crise atteint de nouveau son paroxysme en 1958, quand Londres se voit obligé, une fois de plus, de reprendre tous les pouvoirs et d'abroger la constitution de 1947.

Dans le cadre d'une décolonisation au niveau mondial, des négociations sont entamées entre Malte et Londres, qui aboutissent à la proclamation, le 21 septembre 1964, de l'indépendance totale de Malte, qui reste cependant au sein du Commonwealth. La reine d'Angleterre reste nominalement le chef d'État de Malte, et s'y fait représenter par un gouverneur qui n'a plus de véritables pouvoirs.



*1964, n°s 294/299
Proclamation de l'indépendance de Malte en 1964*



1965, n° 318
L'indépendance de 1964



2009, n° 1572
Proclamation de l'indépendance



1969, n°s 395/399
Cinquième anniversaire de l'indépendance



1989, n°s 788/793
25^e anniversaire de l'indépendance



2014, bloc 59

50^e anniversaire de l'indépendance et 40^e anniversaire de la proclamation de la République

Mais la situation évolue rapidement : le 13 décembre 1974, Malte se proclame une République complètement indépendante, bien que restant dans le Commonwealth. Antony Mamo en devient le premier président, tandis que Dom Mintoff est nommé premier ministre.



2009, n° 1573

Antony Mamo, premier président de la République maltaise



1975, n°s 500/502

Proclamation de la République



1975, n°s 516/518
Premier anniversaire de la République



1984, n°s 697/699
Dixième anniversaire de la République



1999, n°s 1082/1086
25^e anniversaire de la République

Le 31 mars 1979, après de nouvelles négociations, les derniers fonctionnaires et les derniers contingents militaires britanniques quittent Malte.



1979, n°s 577/582

Fin des accords militaires entre Malte et la Grande-Bretagne

Malte devient membre du Conseil de l'Europe en 1965, adhère à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, et entre dans la zone euro le 1^{er} janvier 2008



2004, n°s 1309/1310

Entrée de Malte dans l'Union européenne, le 1^{er} mai 2004



2014, n° 1777

Dixième anniversaire de cette entrée

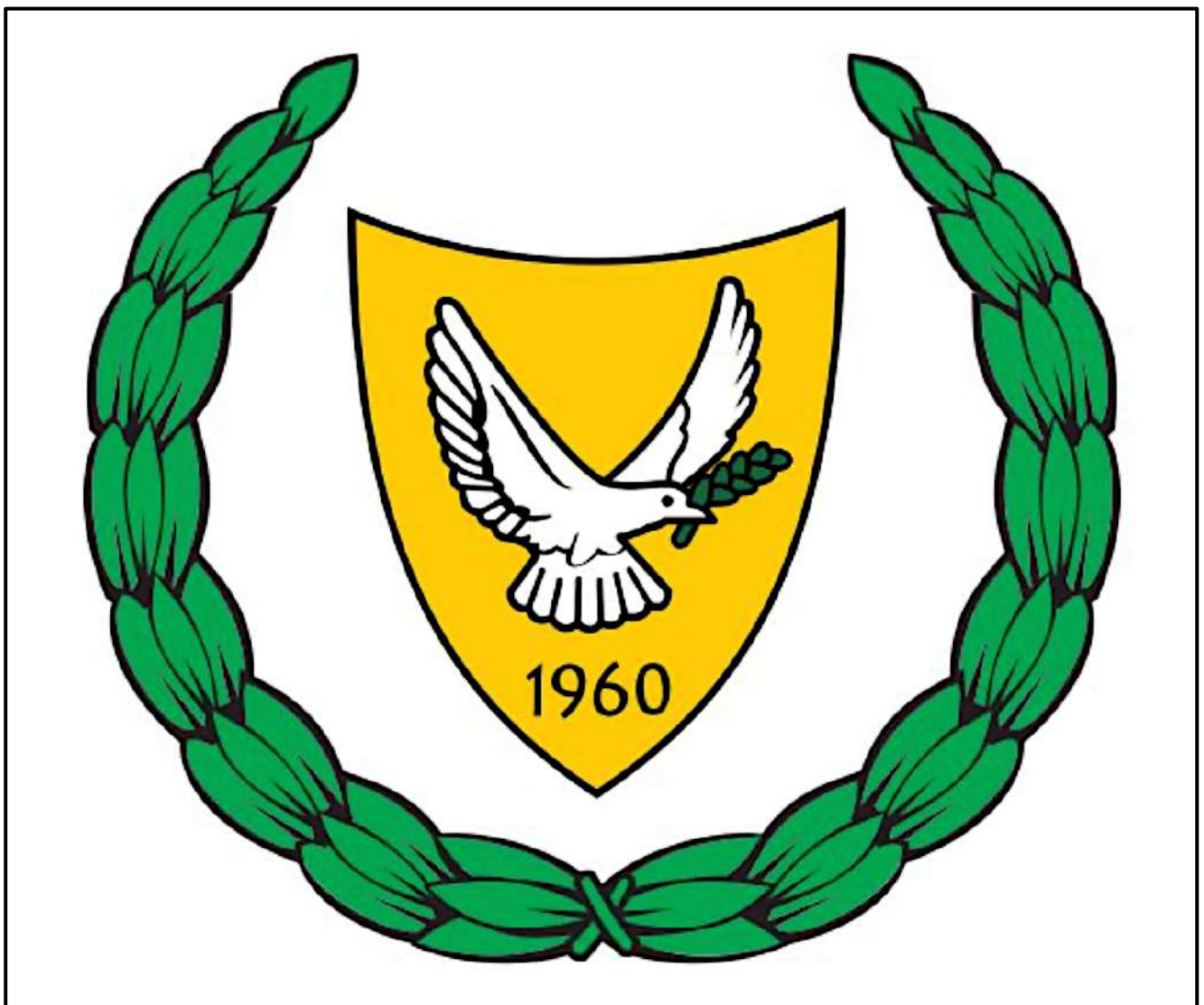


*2008, bloc 42
Entrée de Malte dans la zone euro*



*2009, n° 1540
Premier anniversaire de l'entrée de Malte dans la zone euro et 10^e anniversaire de l'existence de l'euro*

Chypre



Introduction

Chypre est la seule grande île de la Méditerranée orientale, au sud de la Turquie et à l'ouest du Proche-Orient. Elle est cependant culturellement et politiquement rattachée à l'Europe, surtout à la Grèce.

Depuis 1974, l'île est scindée en deux parties : le tiers nord de l'île est occupée par la Turquie. Cette partie se nomme la *République turque de Chypre du Nord* (R.T.C.N.), mais son indépendance n'est reconnue que par la seule Turquie. Les deux tiers du sud, avec la capitale Nicosie, forment la *République de Chypre*. Entre les deux parties, il y a une zone tampon contrôlée par les Nations-Unies.

La superficie totale de l'île est de 9250 km², et elle compte presque 900 000 habitants.



Carte de Chypre (extrait de Wikipedia)



1928, n° 108
Carte de Chypre



1928, n° 111
Armoiries de Chypre
pendant l'occupation britannique

I. De la préhistoire au royaume de Chypre (...-1192)

L'île de Chypre a été habitée depuis environ le dixième millénaire a.C. Les premières populations sont venues des régions continentales voisines. La période préhistorique de Chypre est compliquée, car l'île a été très tôt impliquée dans un réseau d'échanges maritimes, et a donc subi de très nombreuses influences. La plupart des vestiges retrouvés datent de l'âge du cuivre (environ 4 000 à 2 400 a.C.) et de l'âge du bronze (environ 2 400 à 1 000 a.C.). On constate vers 1 200 a.C. de nombreuses destructions, probablement effectuées par des invasions venues du continent.



2007, n°s 1122/1127

Vestiges préhistoriques retrouvés à Chypre

À partir d'environ 1 200 a.C., on retrouve les traces d'une présence grecque et phénicienne. Après une période de domination assyrienne (env. 700 à 650 a.C.) suivie d'une période d'indépendance, l'île est conquise au VI^e siècle a.C. d'abord par les Égyptiens, puis par les Perses : on parle de l'époque archaïque de Chypre.



2008, n°s 1146/1148

Vestiges de l'époque archaïque



1971, n° 350



1976, n° 436



1980, n° 527



1980, n° 530

Vestiges de l'époque archaïque

Bien que les Grecs étaient présents à Chypre depuis le XIII^e siècle a.C., la véritable hellénisation ne commence qu'avec les victoires d'Alexandre le Grand sur les Perses, vers 330 a.C. Les échanges commerciaux se font depuis surtout avec Athènes et Alexandrie, et Chypre devient une véritable île grecque. Cette hellénisation est la base de la société actuelle chypriote.



2008, n°s 1149/1150



1962, n° 196



1962, n° 200



1966, n° 278



1976, n° 447



1971, n° 343

Vestiges de l'époque grecque

En 58 a.C., l'île de Chypre est annexée par Rome. Marc Antoine la cède à Cléopâtre, mais l'île devient définitivement romaine après la défaite de Marc Antoine face à Octave, le futur empereur Auguste, à Actium en 31 a.C. Chypre adopte alors entièrement la civilisation et le mode de vie des Romains



2008, n° 1152
Statue de l'empereur Septime Sévère



1989, n°s 729/742
Mosaïques romaines de Paphos

Les débuts du christianisme à Chypre datent du premier siècle. D'après les *Actes des Apôtres*, les premières conversions sont l'œuvre de saint Barnabé, compagnon de saint Paul. Ensemble, ils effectuent vers l'an 45 un premier voyage à Chypre. Ils sont mal reçus par la communauté juive de l'île, mais ils ont plus de succès auprès des Grecs et des Romains. Un des premiers convertis aurait été le proconsul romain Sergius Paulus.



1982, n° 562

Conversion au christianisme du proconsul romain Sergius Paulus en l'an 45

Après un conflit avec saint Paul, Barnabé revient à Chypre vers l'an 55 pour continuer son œuvre de propagation du christianisme, mais il est martyrisé et enterré à Chypre. Il est devenu le patron de l'île.



1928, n° 109

Saint Barnabé



1980, n° 515



2008, n° 1151

Saint Paul



1966, bloc 4

1900^e anniversaire de la mort de saint Barnabé



1966, n°s 257/259

1900^e anniversaire de la mort de saint Barnabé

Lors de la division de l'Empire romain en 395, après la mort de l'empereur Théodose, Chypre fait partie de l'Empire d'Orient, qui a Constantinople comme capitale. L'île n'a alors qu'une importance tout à fait secondaire et ne joue qu'un rôle mineur dans l'Empire byzantin.



2008, n° 1153

Domination byzantine : l'empereur de Constantinople accorde des privilèges à l'archevêque de Chypre

Mais à partir de 632, les Arabes effectuent de nombreuses razzias à Chypre et finissent par s'emparer de l'île en 649, s'y livrant à des pillages et à des massacres de la population chrétienne.

En 688, un accord unique dans l'histoire est réalisé entre Arabes et byzantins : ils s'accordent pour diriger conjointement Chypre. Cette situation va durer officiellement pendant près de 300 ans, bien que les actions militaires continuent à se succéder, avec pour les deux côtés, une alternance de succès et de revers.

En 965, l'empereur de Byzance Nicéphore II Phocas parvient à mettre définitivement fin à la domination musulmane, et à chasser les Arabes de l'île. Ils ne reviendront que six siècles plus tard !



1982, n° 561

Commémoration de la libération de Chypre en 965 par l'empereur Nicéphore II Phocas

Alors commence pour Chypre une période de prospérité, qui croît encore après le succès de la première croisade en 1099. Cela permet une restauration des relations commerciales entre l'Orient et l'Occident, dont Chypre profite largement.

En 1184, Isaac Comnène s'empare du pouvoir à Chypre et proclame l'indépendance de l'île. Mais la conquête de Jérusalem en 1187 par Saladin va provoquer la troisième croisade, qui va entièrement changer le destin de Chypre.

II. Le royaume de Chypre et la domination ottomane (1192-1878)

Pendant la troisième croisade, le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion débarque à Limassol le 1^{er} juin 1191. Il s'empare de l'île de Chypre et y laisse une garnison, partant lui-même poursuivre la croisade. Entretemps, en Palestine, après la chute de Jérusalem en 1187 et les victoires de Saladin, Guy de Lusignan, le souverain du royaume franc de Jérusalem, était devenu un "roi sans royaume".



*1928, n° 113
Statue de Richard Cœur de Lion*

Guy de Lusignan met tous ses espoirs dans la présence du roi d'Angleterre, mais celui-ci, pressé de quitter la Palestine pour rentrer en Angleterre, négocie avec Saladin. Pour se faire pardonner un peu cet abandon, Richard Cœur de Lion vend Chypre, qu'il avait d'abord concédée à Robert de Sablé, le grand maître de l'Ordre du Temple, en 1192 à Guy de Lusignan, qui, devient ainsi le premier roi de Chypre. Ce premier roi de Chypre meurt en 1194 et son frère, Amaury de Lusignan, lui succède. C'est un excellent administrateur, qui consolide le royaume.



*2009, n° 1175
Armoiries des Lusignan*

Malgré d'incessantes luttes familiales, la dynastie des Lusignan va régner sur Chypre jusqu'en 1489. Cependant, le pouvoir royal sera souvent menacé par des interventions aussi bien locales que venant de l'extérieur.

- Il y a d'abord l'empereur du Saint-Empire Frédéric II de Hohenstaufen, qui débarque à Limassol en 1228, et y installe une régence jusqu'en 1233.
- Il y ensuite les chevaliers de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui s'installent en 1291 à Chypre après avoir été chassés de Saint-Jean d'Acre par les Mamelouks. Ces chevaliers font preuve de beaucoup d'arrogance, et la population n'est pas mécontente de les voir quitter Chypre en 1306 pour aller s'installer à Rhodes.
- Il y a également, comme dans tout système féodal, une lutte sournoise entre le roi et la noblesse chypriote, qui se veut de plus en plus indépendante.

- Finalement, la République de Gênes y installe des comptoirs, dont l'importance commerciale s'accroît tellement, à partir de 1300, que les Génois deviennent les véritables maîtres de Chypre, le roi n'ayant plus qu'un pouvoir très limité.

- Mais Venise assure progressivement sa souveraineté sur la Méditerranée orientale, et espère s'emparer de Chypre. Catherine Cornaro, la fille d'un noble vénitien, s'était mariée en 1472 avec le roi de Chypre Jacques II de Lusignan, mais celui-ci meurt déjà en 1473. Naples essaie de profiter du vide laissé à Chypre pour s'emparer de l'île, mais Venise y envoie sa flotte, et Catherine Cornaro reste officiellement reine de Chypre, mais sous une tutelle vénitienne. Venise met fin à cette situation ambiguë en obligeant la reine à abdiquer en 1489. Chypre devient alors pour 82 ans une propriété vénitienne.



1996, n° 880
La reine Catherine Cornaro



2009, n° 1177
*La cession de Chypre aux Vénitiens
par la reine Catherine Cornaro*



2009, n° 1178
Murailles vénitiennes de Nicosie

Craignant une invasion ottomane, les Vénitiens fortifient les villes de Famagouste, Nicosie et Kyrenia, mais sans succès, car le 2 juillet 1570, les Ottomans débarquent à Limassol et assiègent Nicosie. La ville tombe le 9 septembre 1570, et les Ottomans s'y livrent à un tel carnage que toute l'île cesse toute résistance, sauf Famagouste qui ne capitule qu'en août 1571. Le commandant vénitien de la place, Marcantonio Bragadin, est affreusement torturé et exécuté.



2009, n° 1179

La conquête de Chypre par les forces ottomanes en 1571



R.T.C.N., 1982, timbre du bloc 3

Cette conquête de l'île de Chypre par la flotte du sultan Sélim II en 1571 engendre la création d'une ligue, qui comporte Venise, Gênes, les États pontificaux, l'Espagne, Naples et la Sicile. La flotte de cette "Sainte-Ligue", commandée par Don Juan d'Autriche, le demi-frère du roi d'Espagne Philippe II, remporte une éclatante victoire sur la flotte ottomane à Lépante, près de la ville grecque de Patras, le 7 octobre 1571.



*Espagne, 1971, n° 1709
La bataille de Lépante, en 1571*

Après cette conquête ottomane de Chypre, la population catholique, en majorité d'origine vénitienne, est tuée, exilée ou réduite en esclavage. Les adeptes de l'Église orthodoxe, ethniquement grecs, peuvent rester sur place et jouissent de la liberté de culte, mais sont des citoyens de seconde zone : s'ils refusent de se convertir à l'Islam, ils doivent payer le *kharâj*, un impôt imposé aux seuls non-musulmans.

Les propriétés des catholiques sont confisquées, et données aux soldats turcs qui ont participé à la conquête de l'île. Ces soldats, restés sur place, sont à la base de la minorité turque qui est encore toujours présente à Chypre, face à une majorité gréco-orthodoxe qui vit alors en communauté autonome, tolérée par les maîtres musulmans. Les Ottomans se rendent compte que pour se maintenir au pouvoir, ils doivent se concilier cette communauté, et l'archevêque orthodoxe de Nicosie devient leur interlocuteur privilégié pour toutes les affaires qui regardent l'île.

Les traces les plus visibles de la domination ottomane, qui a duré trois siècles, sont dans le domaine de l'architecture. Ils ont laissé les églises orthodoxes intactes, mais ont remplacé les églises catholiques par de nombreuses mosquées, souvent simplement en les adaptant à leur propre religion.

Les sites les plus célèbres de l'architecture ottomane sont :

- La mosquée Arab Ahmet à Nicosie, du XVI^e siècle.
- La mosquée Lala Mustafa Pacha, à Famagouste. C'est la cathédrale gothique Saint-Nicolas qui a été transformée en mosquée en 1571.
- La mosquée Selimiye de Nicosie, anciennement la cathédrale gothique Sainte-Sophie, qui a également été transformée en mosquée en 1570.
- La mosquée Bayraktar de Nicosie.
- Le sanctuaire Hala Sultan Tekke avec le tombeau d'Umm Harâm (qui était la nourrice du prophète Mohamet).
- Le caravansérail de Büyük Han, à Nicosie, du XVI^e siècle.
- l'aqueduc Bekir Pacha près de Larnaca, construit entre 1747 et 1750.



*R.T.C.N., 1975, n° 7
La mosquée Lala Mustafa Pacha*



1928, n° 114



1934, n° 123



*1938, n° 141
La mosquée Bayraktar*



*R.T.C.N., 1978, n° 467
Vues de la mosquée Selimiye de Nicosie,
anciennement la cathédrale Sainte-Sophie*



1934, n° 122



*R.T.C.N., 1977, n° 37
La mosquée Arab Ahmet*



R.T.C.N., 1978, n° 46



1934, n° 125



1938, n° 143

Le caravansérail de Büyük Han



1928, n° 112

Le sanctuaire de Hala Sultan Tekke avec le tombeau d'Umm Harâm



2010, n° 1180

L'aqueduc Bekir Pacha près de Larnaca



R.T.C.N., n° 39

La coexistence entre la population gréco-orthodoxe chypriote et les autorités ottomanes a été dans l'ensemble relativement calme, sauf en 1821, lors du début de l'insurrection de la Grèce. L'archevêque Kyprianos, qui avait choisi le camp des insurgés, est pendu en 1821 et les représailles contre la population grecque de Chypre sont alors très dures.



1971, n° 354/356

150^e anniversaire de l'insurrection de la Grèce contre la Turquie. L'archevêque Kyprianos

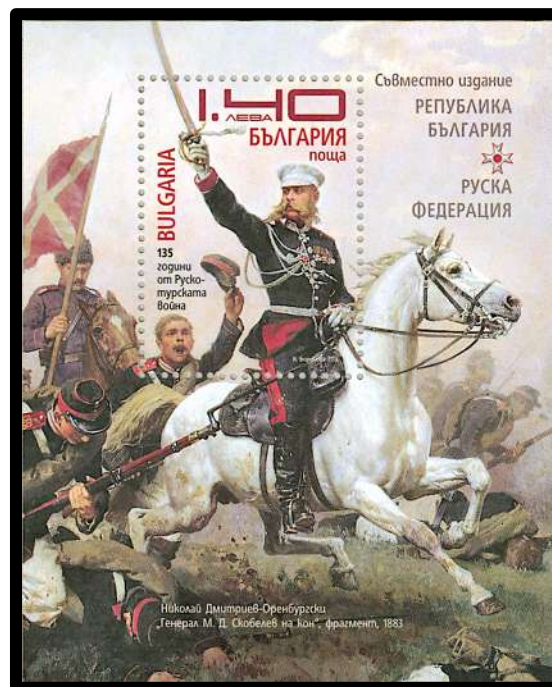
III. La période britannique (1878-1960)

Le changement du statut de Chypre est dû aux événements... de Bulgarie, où commence en 1876 une insurrection contre la domination ottomane de l'Empire turc en plein déclin.

Cette insurrection de 1876, si elle est militairement un échec, va quand même apporter l'indépendance à la Bulgarie : l'Europe devient enfin sensible au sort atroce réservé au peuple bulgare par l'oppresseur ottoman, et l'idée de la libération des Bulgares du joug turc fait son chemin dans l'opinion publique internationale.

Le 12 avril 1877, le tsar de Russie Alexandre II déclare la guerre à la Turquie, officiellement pour libérer les "frères slaves" assujettis, en fait surtout pour éliminer définitivement l'Empire ottoman moribond, s'approprier ainsi les passages entre l'Europe et l'Asie, et garantir la prépondérance russe dans les Balkans.

Au début de 1878, les forces russes se trouvent ainsi pratiquement aux portes de Constantinople.



Bulgarie, 2013, bloc 300

135^e anniversaire de la guerre russo-turque de 1877-1878.

Le général russe Michail Skobelev à la tête de ses troupes

L'Empire ottoman, aux abois, demande l'ouverture de négociations de paix. Celles-ci s'ouvrent à San Stefano, tout près de Constantinople. Le traité de paix de San Stefano est signé le 3 mars 1878. L'Empire ottoman reconnaît l'indépendance de la Serbie, de la Roumanie et du Monténégro, et accepte la création de la Principauté de Bulgarie. Cette principauté englobe la plus grande partie de la Macédoine et de la Thrace, et s'étend de la mer Egée au Danube et à la mer Noire.



*Bulgarie, 2008, n° 4172
130^e anniversaire du traité de San Stefano*

Mais les clauses du traité paraissent inadmissibles à l'Angleterre et à l'Autriche-Hongrie, qui craignent l'installation d'un protectorat russe sur l'ensemble des Balkans. La Russie, isolée, doit accepter une révision du traité à la conférence de Berlin, qui se tient pendant l'été de 1878 sous la présidence de Bismarck. Le nouveau traité de Berlin est signé le 13 juillet 1878, et est nettement moins favorable à la Bulgarie : la Thrace et la Macédoine retournent à l'Empire ottoman.

La Grande-Bretagne y gagne aussi : elle a joué à Berlin le rôle de médiateur, et reçoit en récompense l'administration de l'île de Chypre, qui reste nominalement un territoire ottoman, mais les Turcs y perdent tout pouvoir, ne recevant en compensation qu'un tribut annuel payé par Londres.

Au début, la majorité de la population chypriote est satisfaite d'être débarrassée de la domination ottomane, mais elle est rapidement déçue : le haut commissaire britannique, sir Garnet Joseph Wolseley, y exerce tous les pouvoirs, et exprime clairement qu'une réunification de Chypre avec la Grèce, espérée par la population ethniquement grecque de l'île, est hors de question. La Grande-Bretagne commet une autre grande erreur : pour assurer l'ordre dans l'île, elle fait appel à l'ancienne gendarmerie ottomane, qui était recrutée presque exclusivement dans la communauté musulmane. Les Chypriotes grecs, majoritaires, n'acceptent pas cette situation, et les affrontements entre les deux communautés deviennent de plus en plus violents, avec plusieurs morts en 1911.

La situation change avec la première guerre mondiale. La Turquie se proclame officiellement neutre, mais il est clair que sa sympathie va vers l'Allemagne, et le 29 octobre 1914, la Turquie met fin à la fausse neutralité qu'elle proclamait jusqu'alors, en attaquant la Russie. La réponse anglaise est immédiate : le 5 novembre 1914, Londres décide l'annexion pure et simple de Chypre, qui était encore officiellement sous une domination symbolique turque.

L'île n'a pas beaucoup à souffrir pendant la guerre, mais son sort est décidé aux conférences de la paix après la guerre. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, ampute l'Empire ottoman de nombreux territoires, mais le sultan Mehmed VI, qui a signé le traité, est balayé par Mustafa Kemal, qui ne reconnaît pas le traité, et qui obtient des conditions nettement plus avantageuses par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923. Mais le nouveau gouvernement de Mustafa Kemal, le futur Atatürk, doit définitivement renoncer à Chypre, qui est attribuée officiellement à la Grande-Bretagne.



*2010, n° 1200
Les traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923), qui entérinent la perte de Chypre par la Turquie*

En 1925, Chypre reçoit officiellement le statut de colonie de la couronne (*Crown colony*), et un gouverneur y est nommé, comme dans chaque colonie britannique. Mais ce nouveau statut officiel provoque le grand mécontentement de la majorité gréco-chrétienne de Chypre, qui espérait encore toujours que la Grande-Bretagne accepterait le rattachement de l'île à la Grèce (*l'Enosis*).

Les gouverneurs britanniques successifs (Malcolm Stevenson de 1925 à 1926, Ronald Storrs de 1926 à 1932, Reginald Stubbs de 1932 à 1933 et Richmond Palmer à partir de 1933) tiennent à conserver tous les pouvoirs dans cette île dont la situation en Méditerranée orientale est de la plus haute importance. La liberté d'expression est fortement restreinte, et l'agitation des nationalistes chypriotes grecs croît d'autant plus qu'ils reçoivent le soutien de l'Église locale. L'archevêque de l'Église orthodoxe chypriote appelle le 18 octobre 1931 à la désobéissance civile, et le 21 octobre, l'émeute éclate à Nicosie. La résidence du gouverneur est mise à feu, et il faut plusieurs jours aux forces britanniques pour mettre fin à l'émeute, qui fait de nombreuses victimes. Cette révolte d'octobre 1931 a reçu le nom d'*Oktovriana*.



2010, n° 1201

La résidence du gouverneur incendiée pendant les émeutes d'octobre 1931

Ces émeutes provoquent le remplacement du gouverneur Storrs d'abord par Reginald Stubbs, ensuite par Richmond Palmer. Celui-ci va suivre une politique d'extrême rigueur, avec une répression féroce. La censure est instaurée, associations et manifestations sont interdites, et tous les instruments - déjà peu nombreux - dont les Chypriotes disposent dans l'administration de leur île sont supprimés. La constitution, qui donnait quelques miettes de pouvoir aux Chypriotes, est abolie. C'est une véritable dictature du gouverneur Palmer, connue sous le nom de *Palmerokratia*.

Lorsque la deuxième guerre mondiale éclate, la majorité des Chypriotes sert avec une grande loyauté dans les armées et la marine britanniques, surtout après l'invasion de la Grèce en 1940, et cela malgré les divergences qui les opposent aux Anglais. Ce n'est qu'après la guerre que les passions se rallument.

Après la guerre, en récompense de la loyauté de Chypre, Londres propose quelques concessions, qui sont balayées par les Chypriotes grecs, dont le slogan est : "l'Enosis et rien que l'Enosis". Deux partis se forment : l'AKEL (le parti communiste chypriote) et, par peur de voir le communisme triompher à Chypre, le PEO, fondé et soutenu par l'Église orthodoxe. Les deux partis veulent l'Enosis, mais par des moyens différents.

En 1947, l'évêque de Kyrenia devient archevêque de Chypre sous le nom de Makarios II. Il s'oppose avec acharnement aux Anglais, et organise en janvier 1950, avec l'évêque de Kition, un référendum qui donne chez les Chypriotes grecs 96% pour le rattachement à la Grèce. Mais il meurt le 28 juin 1950, et son successeur est cet évêque de Kition, qui prend le nom de Makarios III. Il va devenir la figure de proue du nationalisme chypriote.



1977, n°s 467/469



1978, n°s 482/486

L'archevêque Makarios III

Initialement, il essaie d'atteindre son but par des moyens diplomatiques, cherchant le soutien de la Grèce et des Nations-Unies. C'est pour cette raison que la Grèce introduit fin 1954 un premier recours auprès de l'O.N.U. pour obtenir le rattachement de Chypre à la Grèce. Mais quand les Nations-Unies décident de considérer le problème de Chypre comme une affaire interne anglaise et donc de ne pas s'en occuper, la situation explose à Nicosie début 1955.



Grèce, 1954, n°s 604/609

Recours de la Grèce auprès de l'O.N.U. pour le rattachement de Chypre à la Grèce.
Les timbres montrent le texte du débat concernant Chypre à la Chambre des Communes de Londres.
Ce texte, souillé par une grosse tache d'encre symbolisant le refus de l'Enosis, est en grec sur un timbre, en français sur deux timbres et en anglais sur trois timbres.

Makarios et Georgios Grivas, un général grec qui est farouchement indépendantiste, forment alors le mouvement EOKA (*Ethniki Organosis Kyprion Agoniston*, c'est-à-dire l'organisation nationale des Chypriotes combattants).



1985, n° 640



2000, n° 967



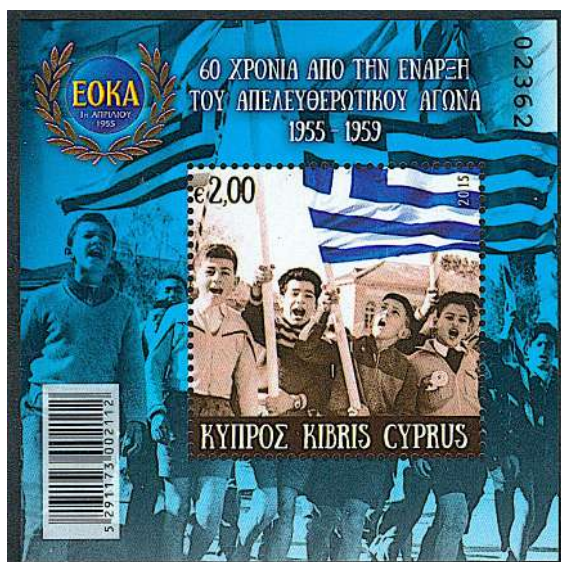
2005, n° 1063

Commémorations de la lutte de l'EOKA pour la libération de Chypre de 1955 à 1959



1995, n°s 854/856

*40^e anniversaire du début de la lutte de l'EOKA pour la libération de Chypre, en 1955
L'ensemble montre la statue de la Liberté à Nicosie*



2015, bloc 39



2020, n° 1449

60^e et 65^e anniversaire du début de la lutte de l'EOKA pour la libération de Chypre, en 1955

Londres considère cet EOKA comme une organisation terroriste, et finit par arrêter Makarios III et à l'exiler le 29 mars 1956 aux Seychelles. Cet exil soulève l'indignation générale, et les activités terroristes, organisées par Grivas qui a pris le nom de geurre de Digenis, se multiplient, non seulement contre les Anglais, mais aussi contre la minorité turque, qui réclame la *Taksim*, une partition de Chypre en une zone grecque et une zone turque. Les Chypriotes turcs ont pour objectif final le rattachement de l'île à la Turquie, c'est-à-dire un retour à la situation d'avant 1878, et sont donc en opposition directe avec les Chypriotes grecs, partisans de l'Enosis.

Makarios est libéré le 28 mars 1957, mais les violences entre Grecs et Turcs s'accroissent. Les Anglais proposent un triple condominium anglo-gréco-turc, mais cette proposition est rejetée par Makarios III.

Dans cette spirale entre actes terroristes et répression, la violence est extrême. Dans la cour de la prison centrale de Nicosie, on voit les treize “*Imprisoned graves*” : ce sont les tombeaux de treize combattants chypriotes, dont neuf ont été pendus par les Anglais, et quatre sont morts au combat. Parmi ceux-ci se trouve Grigoris Afxentiou, le lieutenant de Grivas, mort le 3 mars 1957 après avoir refusé de se rendre aux Anglais.



2010, n° 1202
Les 13 “Imprisoned graves”



2010, n° 1203
Statue de Grigoris Afxentiou

Finalement, des négociations ont lieu en 1959 à Zürich et à Londres, qui aboutissent à la signature du traité de garantie entre la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie. Par cet accord, La Grande-Bretagne abandonne toutes ses prétentions territoriales sur l'île de Chypre, sauf deux bases militaires qu'elle peut garder, et les trois États promettent de garantir ensemble l'équilibre ethnique et constitutionnel de l'île. C'est ainsi que Chypre accède le 16 août 1960 à l'indépendance.



1960, n°s 186/188
Proclamation de la République de Chypre



2010, n° 1204
Le palais présidentiel

IV. Chypre après l'indépendance (1960-...)

Chypre est donc devenu le 16 août 1960 une République indépendante.



1960, n° 171/185

Proclamation de la République de Chypre



1980, n°s 534/536
20^e anniversaire de l'indépendance



1985, n° 639



2010, n°s 1185/1186
25^e et 50^e anniversaire de l'indépendance



1983, n° 599



1993, n° 809



1997, n° 907



2013, n° 1259

Makarios III, premier président de la République de Chypre

La nouvelle constitution offre de larges concessions aux Chypriotes turcs, qui reçoivent une plus grande place dans l'administration de l'île que leur poids démographique (18% de la population) leur faisait espérer. Le président élu est l'archevêque Makarios III, mais la vice-présidence est donnée à un Chypriote turc, Fazıl Küçük. Et surtout, la minorité turque reçoit au parlement un droit de veto.



*Carte maximum de 1997 avec le timbre n° 907
Monseigneur Makarios III, premier président de Chypre*



R.T.C.N., n°s 145/146



Fazıl Küçük, le leader de la minorité turque de Chypre



R.T.C.N., 1999, n° 457



R.T.C.N., 2006, n° 598

Chypre est admise aux Nations-Unies et devient le 24 mai 1961 membre du Conseil de l'Europe.

Mais l'île devient rapidement ingouvernable, car aussi bien les Grecs que les Turcs usent systématiquement de leur droit de veto. Makarios III veut amender la constitution pour remédier à ce blocage, mais se heurte à une forte opposition des Chypriotes turcs. L'escalade est inévitable, et à partir de fin 1963, c'est une véritable guerre civile qui éclate entre les deux communautés. La milice turque TMT combat les forces grecques de l'EOKA, et toute cohabitation pacifique semble impossible.

L'impasse étant totale et la guerre civile faisant rage, les Nations-Unies adoptent le 4 mars 1964 la résolution 186, qui, tout en proposant une médiation diplomatique de l'ONU, prévoit l'envoi d'une force armée des Nations-Unies chargée du maintien de la paix (les casques bleus du contingent *UNFICYP*).

Des résolutions successives, comme la résolution 219 du 18 décembre 1965, ont prolongé indéfiniment la présence des forces de l'ONU à Chypre, et actuellement, en 2020, *UNFICYP* y est toujours présente, après plus d'un demi-siècle !



1964, n°s 220/224

La résolution 186, qui décide l'intervention des forces des Nations-Unies à Chypre



1966, n° 261

Le général indien Kodandera Thimayya, commandant des forces de l'ONU de 1964 jusqu'à sa mort le 17 décembre 1965



1966, n°s 253/256

La résolution 219, qui prolonge la présence des forces des Nations-Unies à Chypre

Le pays retrouve alors une certaine tranquillité, mais les passions ne s'apaisent pas, et ce calme est entièrement dû à la présence des forces des Nations-Unies. Ce calme cesse brusquement en 1974, à cause d'une malheureuse initiative du régime des colonels en Grèce. Après sept ans d'un régime policier d'extrême droite, la dictature des colonels est aux abois à Athènes, et essaie de se rendre populaire en fomentant, avec l'aide des milices grecques locales, un coup d'État à Chypre, dans le but de renverser Makarios et de rattacher l'île à la Grèce.

Mais la Turquie riposte immédiatement, et envoie ses troupes à Chypre, officiellement pour protéger la minorité turque. Les Turcs en profitent pour s'installer dans le nord de l'île, coupant Chypre en deux parties : les deux tiers de la partie sud restent entre les mains des Chypriotes grecs, le tiers nordique étant occupé par l'armée turque. Les forces des Nations-Unies s'installent entre les deux, et forment une zone tampon. Les deux camps se livrent à une épuration ethnique très poussée, engendrant un important problème de réfugiés.



2010, n° 1205

L'invasion turque de Chypre en 1974



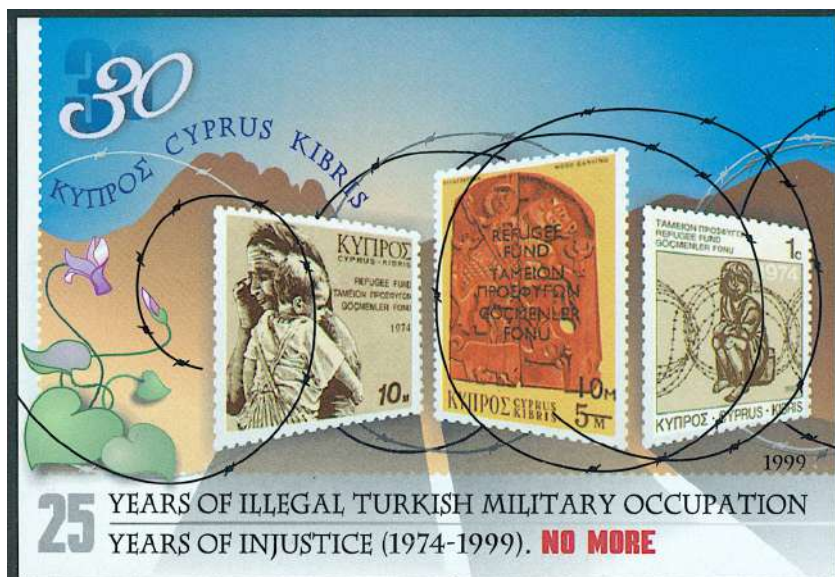
1984, n°s 613/614

10^e anniversaire de l'occupation turque d'une partie de Chypre



1994, n°s 827/828

20^e anniversaire de l'occupation turque d'une partie de Chypre



1999, bloc 20

25^e anniversaire de l'occupation turque d'une partie de Chypre



1974, n° 411



1974, n° 415



1977, n° 458



2004, n° 1055

Timbres de bienfaisance émis au profit des réfugiés.

Le type du n° 458 a été émis chaque année, avec un millésime différent

Le 20 juillet 1974, les Nations-Unies votent une nouvelle résolution, la résolution 353, qui demande que la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne entament des négociations pour ramener la paix et qui exige le retrait de toutes les troupes étrangères, aussi bien grecques que turques. Il est évident que cette résolution reste lettre morte et n'a aucun effet local.



1974, n°s 407/410

La résolution 353 des Nations-Unies

Après la partition obtenue par les armes, la situation se stabilise un peu. Le 15 novembre 1983, la partie turque de Chypre déclare unilatéralement son indépendance, et prend le nom de *République turque de Chypre du Nord* (R.T.C.N.). Cette indépendance n'est reconnue que par la seule Turquie, tous les autres pays continuent à considérer la partie turque de l'île comme la partie nord de la République de Chypre.



*Administration turque de Chypre, 1975, n°s 11/13
Premier anniversaire de l'intervention militaire turque à Chypre en 1974*



*R.T.C.N., 1984, n°s 132/133
Dixième anniversaire de l'intervention militaire turque à Chypre en 1974*

La situation est inchangée jusqu'à l'heure actuelle, malgré de nombreuses tentatives pour encourager le processus de réunification.



*R.T.C.N., 1983, n°s 123/126
Proclamation en 1983 de la République turque de Chypre du Nord*



*R.T.C.N., n°s 138/139
Premier et 25^e anniversaire de la République turque de Chypre du Nord*

À partir de la fin du XX^e siècle, de nombreuses tentatives nationales et internationales sont faites pour rapprocher les deux communautés.

À Chypre même, Gláfkos Klirídis (Clerides), président de la République de Chypre de 1993 à 2003, et Rauf Denктаş, président de la R.T.C.N. de 1983 à 2005, font des timides petits pas pour renouer le dialogue, permettant l'ouverture de certains passages de la frontière.



2019, n° 1415
Gláfkos Klirídis



R.T.C.N., n°s 704/707
Rauf Denктаş



Turquie, 2024, n° 4144
Rauf Denктаş

De son côté, Kofi Annan, le secrétaire général des Nations-Unies, élabore au début du XXI^e siècle un plan qui devrait aboutir à la réunification de l'île. Ce plan est soumis le 24 avril 2004 aux deux communautés. Les deux tiers de la population de la R.C.T.N. se montrent favorables au plan, mais les trois quarts de la population grecque le rejettent, le trouvant trop favorable à la minorité turque.

Malgré la partition, Chypre devient membre de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, contre la volonté de plusieurs membres de cette Union, mais la Grèce avait menacé de refuser l'adhésion de tous les autres pays si Chypre n'était pas acceptée.



2004, n° 1041
Entrée de Chypre dans l'Union européenne,
le 1^{er} mai 2004



2010, n° 1206
Le président chypriote Papadopoulos
signant le traité d'adhésion

Le 1^{er} janvier 2008, Chypre adhère également, avec Malte, à la zone euro.



2008, bloc 27
Entrée de Chypre dans la zone euro, le 1^{er} janvier 2008



2010, n° 1207
50^e anniversaire de la République
de Chypre



2009, n°s 1160/1161
Premier anniversaire de l'entrée de Chypre dans la zone euro et 10^e anniversaire de l'existence de l'euro

Tout l'avenir de Chypre dépendra de la volonté des deux communautés de se réconcilier et de s'entendre.

Table des matières

Malte

Introduction

- I. La préhistoire et le Moyen Âge (...-1530)
- II. L'Ordre souverain et militaire de Malte (1530-1798)
- III. L'évolution vers les temps modernes (1798-...)

Chypre

Introduction

- I. De la préhistoire au royaume de Chypre (...-1192)
- II. Le royaume de Chypre et la domination ottomane (1192-1878)
- III. La période britannique (1878-1960)
- IV. Chypre après l'indépendance (1960-...)

Bibliographie

- Jacques Godechot, *Histoire de Malte*, dans la série “que sais-je ?”, éd. Presses universitaires de France, 1970.
- Bertrand Galimard Flavigny, *Histoire de l'Ordre de Malte*, éd. Perrin, 2006.
- Alain Blondy, *Chypre*, dans la série “que sais-je ?”, éd. Presses universitaires de France, 1998.
- Charalambos Petinos, *Chypre, 11 000 ans d'histoire*, éd. Variations, 2017
- Maurice Brion, *Catherine Cornaro*, revue Historia, n° 121, p. 593 à 602 et n° 122, p. 60 à 70.
- André Clot, *Soliman le Magnifique*, éd. Fayard, 1983.
- Guy Coutant, *Histoire et Philatélie : la Bulgarie*.
- Guy Coutant, *Histoire et Philatélie : la Grèce*.
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.



2009, n° 1575
Armoiries de Malte



1988, n° 700
Armoiries de Chypre